

7 Jours Filpac CGT

N°38- vendredi 7 juin 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade – Rédaction :
Jean Gersin (ggersin@filpac-cgt.fr) Filpac CGT
tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

L'assassinat de Clément Méric par l'extrême droite est suivi d'un spectacle indécent. La droite catholique, l'UMP radicale hurlent non pas contre les assassins mais contre leur mise en cause. Pendant des mois, ils ont organisé contre l'homosexualité des cortèges de haine anti-républicaine. Dans leur sillage, les extrêmes droites coalisées, à l'abri du Front national, ont multiplié les violences. Jusqu'au meurtre de Clément. Les syndicalistes, dans les entreprises, doivent développer les contre-mesures au fascisme rampant. Il y a urgence. D'autant que le patronat se distingue par un silence assourdissant.

Ces questions s'adressent tant au président de la République qu'à son Premier ministre : les conditions d'un dialogue loyal pendant cette conférence des 20 et 21 juin sont-elles réunies ? De quelle conférence sociale s'agit-il ? De négociations ou d'établissement d'un constat partagé pour justifier la politique d'austérité ?

1. Le bilan désastreux de la première conférence sociale (juillet 2012)

Pendant la « Conférence de Méthode » convoquée par le Premier Ministre 22 mai 2013, préparant l'ordre du jour des 20 et 21 juin, un décor a été planté. Bien loin de la réalité sociale. L'objectif revendiqué du gouvernement est de faire une grande conférence sociale pour l'emploi.

Mais la première conférence est une catastrophe sociale. Elle accouche d'une loi, transposant l'accord Medef CFDT CGC CFTC. Les licenciements sont facilités en cas de mobilité imposée, le contrôle du contrat de travail est retiré au salarié pour dépendre d'un accord patronat-syndicats, qui donne à l'employeur la possibilité automatique de licencier le salarié s'il en refuse les termes. Or cet accord permet de baisser le salaire et d'augmenter le temps de travail ! L'information sur la marche de l'entreprise est frappée d'une censure sous la forme d'une clause de confidentialité imposée aux syndicats. C'est ça, la lutte pour l'emploi ?

La lutte pour l'emploi, c'est accorder sans aucune contrepartie aux patrons un crédit d'impôts de 20 milliards, livrés à leur seul bon vouloir ? Aucun emploi n'a été créé à ce jour par ce crédit d'impôts. La lutte pour l'emploi, c'est aligner la politique du pays sur l'austérité européenne, par une chasse aux salaires au nom d'une compétitivité mise pour sauvegarde des profits patronaux ?

2. Les 6 tables rondes : tout est-il déjà négocié ?

- « emploi et formation professionnelle »

Armés de cette loi facilitant les licenciements et la baisse des salaires, gouvernement et patronat, usant du pouvoir dissuasif des 5 millions de chômeurs, veulent appliquer au pays une obligation faite au chômeur : prendre n'importe quel boulot, n'importe où sur le territoire, à n'importe quel tarif, sinon ses indemnités seraient supprimées. C'est la transposition en France des lois Hartz du chancelier Schröder, le prédécesseur de Merkel que Hollande admire tant.

Pourquoi le gouvernement et le patronat ne veulent pas dissocier emploi et formation professionnelle ? Parce que l'objectif de forcer le chômeur à prendre n'importe quel job, même à un euro l'heure, s'accompagne d'une promesse de formation professionnelle.

Le coup est parti, la conférence serait-elle une chambre d'enregistrement ?

- « anticiper les évolutions de notre économie »

Notre économie ? Les bans de mariage d'une Alliance MEDEF-CFDT-CGPME-CFE CGC-UPA-CFTC, dont les fiançailles étaient annoncées par une position commune sur l'ANI flexi-licenciement en juillet 2012, viennent d'être publiés. La forme publique de l'Alliance ? Un volumineux document de 172 pages fin mai. Cette Alliance se fonde sur l'idée saugrenue et archaïque de la disparition des antagonismes entre Capital et Travail. En pleine cri se du système économique du capitalisme néo-libéral ! La CGT devrait-elle se conformer à cette reddition pour avoir le droit de négocier quoi que ce soit ?

Les filières définies par le gouvernement comme celles de l'avenir (numérique, transition énergétique, santé, transport, services, industries créatives et culturelles, économie sociale et solidaire) sont, est-ce un hasard, celles adoptées par l'alliance MEDEF-CFDT-CGPME-CFE CGC-UPA-CFTC. Cette Alliance a-t-elle tenu sa propre « Conférence sociale », prévoyant ainsi d'arriver comme un bloc constitué avant la Conférence officielle ?

- « conditions de travail et santé au travail »

Cette table ronde oscille-t-elle entre un bavardage philosophique sur le thème : « Qu'est-ce que le travail » et la simple adoption des conclusions d'une négociation parallèle, nommée « qualité de vie au travail ». Un décor vaguement consensuel au moment où le gouvernement cogne sur les dépenses publiques, qui seules garantissent une politique de prévention nationale sur la santé au Travail ?

- « retraites »

Le gouvernement a déjà établi son choix : il préfère les rapports des hauts fonctionnaires aux rapports sociaux. Sa bible est le rapport Gallois, grand patron. Il agit au nom du rapport Moreau sur les retraites. Soigneusement divulgué dans la presse avant sa publication officielle, ce rapport continue les basses œuvres de Fillon-Sarkozy, au nom de la baisse du coût du salaire, en l'occurrence le salaire social. Alors, où et en quoi y a-t-il négociations ?

- « services publics et modernisation de l'action de publique »

Le gouvernement vend les participations de l'Etat dans les entreprises, et continue de détruire des emplois de fonctionnaires. Il use, comme le patronat, de l'argument technologique du « numérique » pour justifier la dématérialisation des rapports administrés/administrations. Ce qu'il nomme « choc de simplification ». Les participants à la table ronde devront-ils simplement applaudir à cette politique ?

- « Europe sociale »

Gloser sur l'Europe sociale, quand le premier acte du gouvernement Hollande a été la ratification sans condition du nouveau Traité européen et du Mécanisme européen de stabilité, lesquels donnent toute priorité aux marchés financiers, donc à l'austérité ?

Bavarder sur le salaire minimum et la politique sociale européenne, alors que l'Alliance Medef CFDT s'accorde sur plus d'Europe financière ?

Un décor de théâtre, cette table ronde ?

Rien sur le pouvoir d'achat ? Non, il s'agit de baisser le coût du travail... Rien sur la précarité ? a loi Medef CFDT PS l'étend... Rien sur l'embauche des jeunes ? Il s'agit d'inverser la courbe du chômage par la contrainte faite aux chômeurs... Rien non plus sur la protection sociale Santé, puisque le sacro-saint rapport n'est pas près et que l'austérité prévoit la privatisation des dépenses de santé...

D'autant que les chiffres sur la représentativité ont été arrangés par le ministère du Travail, laissant de côté nombre de résultats électoraux, dans l'objectif de gonfler la CFTC moribonde et de favoriser le bloc CFDT CFTC CGC.

3. Alors ? Loyale, cette Conférence sociale, ou un simulacre, une pièce de boulevard pour jouer au social ?

En somme, comment y aller ? Avec la certitude d'y être piégé par une coalition anti CGT ? La CGT représente le Travail. Comment remplir ce mandat impératif dans ce cadre ? Pourquoi le président et le gouvernement cherchent-ils à humilier la CGT ? Avertie par la méthode de la première conférence, la CGT doit tenir son rang. Le premier ! Comment y parvenir ?

La Filpac CGT attend des réponses précises du président et du Premier ministre.